



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche-sur-Yon, le 06 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOUYER LEROUX SA

30 rue de la Tuilerie
BP 4
85570 Saint-Martin-Des-Fontaines

Références : 2024-878
Code AIOT : 0006302382

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2024 dans l'établissement BOUYER LEROUX SA implanté 30 rue de la Tuilerie BP 4 85570 Saint-Martin-des-Fontaines. L'inspection a été annoncée le 27/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX SA
- 30 rue de la Tuilerie BP 4 85570 Saint-Martin-des-Fontaines
- Code AIOT : 0006302382
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine BOUYER LEROUX de Saint-Martin-des-Fontaines est spécialisée dans la fabrication de tuiles et briques par cuisson dans des fours d'argiles provenant de ses carrières situées dans un secteur proche. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 12 mars 2008. Par arrêté du 27 mars 2024, la société s'est rendue redevable d'une astreinte administrative du fait du non respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mai 2022 concernant le non respect des émergences sonores et des valeurs limites en COV des émissions atmosphériques des fours de cuisson.

La visite d'inspection a porté sur les émissions atmosphériques du site dans le cadre de l'action nationale sur les COV de la direction générale de l'énergie et du climat et en particulier sur les suites de l'arrêté préfectoral d'astreinte pris à la suite de la dernière visite.

Les installations visitées :

- Atelier préparation

- Usine 3

- Usine 5

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Canalisation des émissions et nombre de points de rejet | Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.2.1 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 3 | Surveillance réglementaire des rejets - rapport de contrôle | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.II et 58.III | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Accessibilité des points de rejet | Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.2.1 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 6 | Conformité des rejets - résultats d'analyse | Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.2.4 | Avec suites, Astreinte | Astreinte | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 2 | Limitation des émissions diffuses | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.I | Sans objet |
| 4 | Surveillance des émissions atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 8.2.1.1 | Sans objet |
| 7 | Conformité des rejets - transmission des résultats | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.IV | Sans objet |
| 8 | Surveillance des dioxines | Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.2.7 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques montre que les émissions du four U5 sont toujours non conformes à la valeur limite en COV. L'inspection des installations classées propose donc au préfet de liquider partiellement l'astreinte. Concernant les autres constats, des précisions et justifications sont attendues concernant l'implantation des points de rejet à l'atmosphère et le contenu du rapport de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions et nombre de points de rejet

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.2.1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions |
| Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu dans l'arrêté d'autorisation est interdit. Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. |
| Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les émissions des installations sont captées et évacuées à l'atmosphère par des cheminées. L'exploitant n'a toutefois pas été en mesure de fournir un plan des émissaires. L'inspection note que le nombre d'émissaires présents sur le site ne correspond pas aux points de rejet référencés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation qui mentionne : <ul style="list-style-type: none">• un conduit S2 pour le séchoir U2 alors qu'il y a deux points de rejet• un conduit S5 pour le séchoir U5 alors que cette installation présente 3 points de rejet Le point de rejet du dépoussiéreur (système d'aspiration centralisée) n'est pas recensé dans l'AP. Les points de rejet de chaque séchoir sont très proches les uns des autres. D'après l'exploitant, le nombre de points de rejet des séchoirs ne peut pas être réduit du fait du fonctionnement de l'installation et du débit d'aspiration des installations qui est très élevé. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'établir un plan des points de rejet atmosphériques du site avec leur dénomination et de fournir un plan d'actions pour réduire le nombre de points de rejet à l'atmosphère ou le cas échéant de transmettre des éléments techniques permettant de justifier que le rassemblement des points de rejet des séchoirs n'est pas possible. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 2 : Limitation des émissions diffuses

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.I |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses |
| Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réceptacles, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec. |

| |
|--|
| |
| Constats : Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence de poussières dans les ateliers de production. Les émissions des installations de broyage et de mélange des argiles sont captées et traitées par un dépoussiéreur à cartouches. L'exploitant a précisé que les cartouches de filtration étaient changées tous les six mois afin d'optimiser les performances du dispositif de traitement. Il est à souligner que l'inspection n'a pas visité le lieu de stockage de sciure de bois (combustible des fours) et n'a donc pas pu vérifier le respect de la disposition relative aux émissions diffuses. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Surveillance réglementaire des rejets - rapport de contrôle

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.II et 58.III |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, rapport de contrôle |
| Prescription contrôlée : II - Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence. III - Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. |
| Constats : La qualité des émissions atmosphériques des séchoirs, des fours et du dépoussiéreur est vérifiée annuellement par un organisme agréé. L'analyse du contenu des rapports de contrôle des rejets atmosphériques des fours et séchoirs établis par l'organisme de contrôle DEKRA en novembre 2023 et juin 2024 a permis de constater les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - le contrôle est effectué par un organisme agréé accrédité COFRAC qui dispose des agréments adhoc pour le prélèvement des polluants mesurés. Les analyses sont effectuées par le laboratoire agréé CARSO (bulletins d'analyse joint au rapport) excepté pour les COV car DEKRA dispose d'un agrément pour prélever et mesurer les COV. - les méthodes de mesure utilisées par le bureau de contrôle respectent la durée des mesurages, le nombre d'essais, le pourcentage d'O₂ - les conditions de fonctionnement du site au moment de la réalisation des mesurages sont décrites dans le rapport - les résultats sont bien rapportés dans les conditions de référence fixées dans les arrêtés ministériels - les écarts aux normes et leur impact potentiel sur les mesures ainsi que les déclarations de conformité ou de non-conformité aux VLE sont présents dans le rapport. Il est à souligner que concernant les COV, l'organisme agréé considère dans son rapport que la valeur limite en concentration de 20 mg/Nm ³ est applicable aux COV non méthanique et non aux COV totaux. L'arrêté d'autorisation préfectoral mentionne dans l'article 3.2.4 le paramètre COV (en C total) sans précision. Étant donné que l'arrêté ministériel du 2 février 1998 fait référence à des valeurs limites en COVNM, l'inspection accepte que ce paramètre soit pris en compte pour justifier la conformité. Toutefois, l'inspection alerte l'exploitant sur le fait que les dernières parutions de conclusions de BREF font référence à une valeur limite en COV totaux. Il devrait en être de même |

pour les conclusions du BREF Ceramique qui devront être mises en œuvre sur le site.

L'inspection note que l'organisme agréé a jugé, dans le dernier rapport de contrôle, que les émissions du four U3 sont conformes par rapport à la VLE en COV (p.5/22 du rapport) sans précision complémentaire. Or l'article 21 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 applicable aux installations indique que :

Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Il est à noter que lors de l'essai 1, une concentration de COVNM de 23,2 mg/Nm³ a été mesurée dépassant en toute rigueur la valeur limite. Toutefois, si on prend en compte l'incertitude de mesurage de cet essai (+/-11,8), le résultat peut être estimé conforme. Des précisions auraient du être fournies sur la détermination de conformité des rejets dans le rapport.

L'inspection des installations classées s'interroge sur les incertitudes proposées pour le mesurage de la concentration en COVNM du four U3 :

Concentration mesurée en condition normalisée (rapporté à 18 % O₂) :

essai 1 : COVNM : 23,6 +/- 11,8

essai 2 : COVNM : 8,1 +/- 8,1

essai 3 : COVNM : 6,4 +/- 8,1

L'incertitude de mesure doit respecter la norme NF X43-551. Selon cette norme, l'incertitude doit être définie dans des conditions réelles de mesurage c'est-à-dire à la valeur réelle d'O₂ et sur gaz humide (avant correction sur gaz sec). D'après le rapport de contrôle (p.60/122), l'incertitude déclarée par le bureau de contrôle est 3,4 sans correction d'O₂ mais avec correction de l'humidité. Il convient de préciser l'incertitude sur gaz humide pour pouvoir la comparer à celle de la norme.

De plus, d'après le rapport de contrôle p.59/152, l'appareil de mesure des COV a une gamme de 0 – 1000 ppm alors que la concentration mesurée est très faible (< 30 ppm). Il convient de préciser la limite de quantification de cet appareil.

Le graphe d'évolution de la concentration des polluants p.61/152 montre que la concentration en COV a une courbe décroissante lors de la première série de mesures. Il convient d'expliquer le pic des concentrations (supérieures à la VLE) au début des mesures.

Enfin, les rapports d'analyses ne précisent pas les concentrations des polluants mesurées sur tous les conduits des séchoirs. Il manque pour le séchoir U2, le conduit 2 et pour le séchoir U5, les conduits 2 et 3.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de solliciter l'organisme agréé qui effectue les mesures afin qu'il précise :

- l'incertitude sur gaz humide des COV pour les fours
- la limite de quantification de l'appareil de mesure des COV
- les conditions de mesurage des COV lors du premier essai (justifier que la mesure a été effectuée dans des conditions représentatives du fonctionnement) pour justifier le pic

Lors du prochain contrôle, les mesures devront être effectuées sur tous les émissaires des séchoirs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques - fréquence

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 8.2.1.1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des fréquences |
| Prescription contrôlée : Les mesures portent sur les rejets suivants : <ul style="list-style-type: none">• fours (U2, U3 et U5)• séchoirs (U2, U3 et U5)• système d'aspiration centralisée Une surveillance annuelle est demandée pour : <ul style="list-style-type: none">• les poussières des systèmes d'aspiration centralisée• les autres polluants (NOx, SOx, HCL, HF, COV) sur les séchoirs et les fours de cuisson |
| Constats : L'inspection des installations classées a constaté qu'un contrôle avait été effectué en novembre 2023 sur l'ensemble des installations. Le contrôle de juin 2024 ne portait que sur les installations de l'usine U3 et U5 (usine U2 à l'arrêt lors du contrôle). La fréquence de surveillance des émissions atmosphériques est donc respectée. Un contrôle des émissions du four U2 doit être programmé suite à sa remise en fonctionnement en octobre. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Accessibilité des points de rejet

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.2.1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Accessibilité et section de mesure |
| Prescription contrôlée : Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi sont aménagés de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. Ces points de rejet faisant l'objet d'une surveillance sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs |
| Constats : Les derniers contrôles des rejets atmosphériques mettent en évidence des difficultés pour réaliser les prélèvements sur certaines installations. Extrait du rapport : Séchoir Usine 3 : « <i>Le positionnement des trappes de mesures à l'extérieur de la plateforme rend impossible l'utilisation d'une canne de plus d'un mètre. Certains points ne peuvent être explorés.</i> » Four Usine 3 : « <i>Certains points de prélèvement sont inaccessibles du fait de l'utilisation d'une nacelle. Certains points ne peuvent être explorés du fait de l'utilisation d'une canne de 1m.</i> » Séchoir Usine 5 : « <i>Une seule trappe pour la mesure de débit. De plus, la configuration de cette trapper ne permet pas l'exploration de certains points du second axe.</i> » Four usine 5 : « <i>la seconde trappe n'a pas pu être ouverte. Mesure sur un seul axe.</i> » |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de justifier que ces difficultés d'accès ne remettent pas en cause la représentativité des résultats et le cas échéant de proposer des mesures correctives. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 6 : Conformité des rejets - résultats d'analyse

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.2.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Résultats |

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
-

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101.3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.

| Installation | Concentrations instantanées en mg /Nm ³ | | |
|--|--|---|---|
| | Systèmes d'aspiration centralisée (art 3.1.5.) | Séchoirs | Fours de cuisson |
| poussières | 10 | 20 | 20 |
| Oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre) | Sans objet | 300 | 300 |
| Oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote) | Sans objet | 250 | 250 |
| Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl) | Sans objet | 30 | 30 |
| Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules), (exprimés en HF) | Sans objet | composés gazeux : 5 ensemble des vésicules et particules : 5 | composés gazeux : 5 ensemble des vésicules et particules : 5 |
| COV (en C total) | Sans objet | 20 | 20 |

| Conduit : | Flux en kg/h | | | | | |
|---|--------------|-------|------|-------|------|-----|
| | S2 | F2 | S3 | F3 | S5 | F5 |
| Poussières | 1,14 | 1,1 | 2,68 | 1,968 | 3 | 2 |
| SO ₂ | 17,1 | 16,5 | 40,2 | 29,52 | 45 | 30 |
| NO _x en équivalent NO ₂ | 14,25 | 13,75 | 33,5 | 24,6 | 37,5 | 25 |
| HCl | 1,71 | 1,65 | 4,02 | 2,952 | 4,5 | 3 |
| Fluor | 0,285 | 0,275 | 0,67 | 0,492 | 0,75 | 0,5 |
| COV en C total | 1,14 | 1,1 | 2,68 | 1,968 | 3 | 2 |

Constats :Constats de la visite précédente du 9/10/2023 :

L'inspection avait constaté que le dernier contrôle des rejets atmosphériques mettait toujours en évidence des dépassements des valeurs limites en COVNM pour les émissions des fours 3 et 5. Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mai 2022 n'étant pas respectées, une astreinte administrative a été prise à l'encontre de la société BOUYER LEROUX.

Constats de la visite :

Le contrôle des émissions atmosphériques effectué du 3 au 5 juin 2024 sur les séchoirs et les fours de l'usine 3 et de l'usine 5 montre :

- Pour le séchoir U3 :
 - la conformité des rejets aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral d'autorisation pour les SO_x, NO_x, HCl et COVNM
 - un dépassement en concentration et en flux pour les poussières (35 mg/Nm³ contre 20 mg/Nm³ - 5 kg/h au lieu 2.6 kg/h).

- Pour le four U3 :
 - un léger dépassement observé pour la concentration en HCl des effluents (32.3 mg/Nm³ au lieu de 30 mg/Nm³) mais néanmoins conforme pour le flux. On note une baisse significative par rapport à la concentration mesurée en novembre 2023 (73 mg/Nm³). L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer à l'inspection l'origine des émissions de HCl. Les mesures effectuées sur les 10 dernières années ne montrent d'ailleurs pas de dépassement de HCl. L'exploitant a indiqué que lors du contrôle de novembre 2023, le prélèvement pour la mesure de la concentration en oxygène n'avait pas été effectué au même endroit que le prélèvement pour les autres polluants ce qui selon lui pourrait expliquer les concentrations importantes pour les COV du fait de la correction à 18 % d'oxygène.
 - les concentrations en COV ont baissé par rapport au contrôle de novembre 2023

Pour le séchoir U5

- Le contrôle montre la conformité des rejets sur tous les paramètres.

Pour le four U5 :

- un dépassement significatif observé pour les COV en concentration et en flux (142 mg/Nm³ au lieu de 20 mg/Nm³ et 8,5 kg/h au lieu de 2 kg/h). Les concentrations et flux mesurés se situent dans les mêmes grandeurs que lors du dernier contrôle de novembre 2023.
- la conformité des rejets pour les autres polluants.

L'exploitant a indiqué mener une réflexion pour réduire les émissions de COV du four U5. D'après lui, les COV proviennent des porosants ajoutés à l'argile à savoir les céréales et les pellets. L'exploitant s'interroge aujourd'hui sur le système de traitement à mettre en œuvre au vu de la configuration du tunnel (technique d'oxydation des COV contenus dans les effluents par passage dans le four). Des travaux conséquents sont à prévoir sur les installations.

L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'il souhaite attendre les résultats des conclusions du BREF Céramique pour se positionner sur le système de traitement. Il explique que dans le cas où des NEA MTD plus restrictives sur les rejets atmosphériques que celles de son AP d'autorisation devraient s'appliquer, il souhaite pouvoir choisir un système de traitement qui puisse réduire si nécessaire les émissions des autres polluants. L'inspection alerte l'exploitant sur le fait qu'en l'absence de mise en conformité, l'astreinte journalière continue à courir et que les conclusions du BREF Céramique paraîtront au plus tôt en 2026.

Au vu des non-conformités constatées lors du dernier contrôle des rejets atmosphériques concernant les rejets en COV du four U5, l'inspection des installations classées propose au préfet de liquider partiellement l'astreinte en s'appuyant sur le tableau de suivi de fonctionnement des fours transmis par l'exploitant à l'inspection depuis la notification de l'arrêté préfectoral d'astreinte. D'après le tableau de suivi de fonctionnement des fours transmis par l'exploitant, les fours U3 et/ou U5 ont fonctionné 137 jours entre la date de notification de l'arrêté d'astreinte le 4 avril 2024 et la date de la visite d'inspection le 29 octobre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :

- de mettre en œuvre des actions correctives pour remédier aux dépassements observés sur les émissions de poussières du séchoir 3 et de HCl du four U3.
- pour les émissions en COV, de transmettre une étude technico-économique détaillant les techniques à mettre en œuvre en vue d'une mise en conformité des émissions. Cette étude doit détailler toutes les alternatives possibles y compris les possibilités de modifier la nature du porosant, le type d'argile, le process en lui-même (température du four, aspiration...). Cette étude doit s'appuyer sur une caractérisation précise des COV émis par le four (nature des COV, concentration) qui pourrait nécessiter la mise en place d'une surveillance en continu des émissions en COV du four.
- de réaliser, sous trois mois, un nouveau contrôle des émissions de COV des fours U3 et U5.

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Liquidation partielle d'astreinte |

N° 7 : Conformité des rejets - transmission des résultats

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.IV |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Transmission des résultats |
| Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Les rapports de contrôles des rejets atmosphériques sont transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées accompagnés de ses commentaires sur les non-conformités observées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Surveillance des dioxines

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.2.7 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, surveillance |
| Prescription contrôlée : Dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté, une mesure de la concentration en dioxines est réalisée, par un organisme compétent, en sortie des cheminées des fours et séchoirs ne fonctionnant pas exclusivement au gaz naturel. |
| Constats : L'exploitant a indiqué qu'un contrôle des dioxines avait été effectué suite à la notification de l'arrêté préfectoral en 2008. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si ce contrôle avait mis en évidence la présence de dioxines. Aucun nouveau contrôle n'a été effectué depuis. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant d'effectuer une analyse de la concentration en dioxines des rejets atmosphériques des fours U3 et U5 lors du prochain contrôle des rejets atmosphériques. |
| Type de suites proposées : Sans suite |